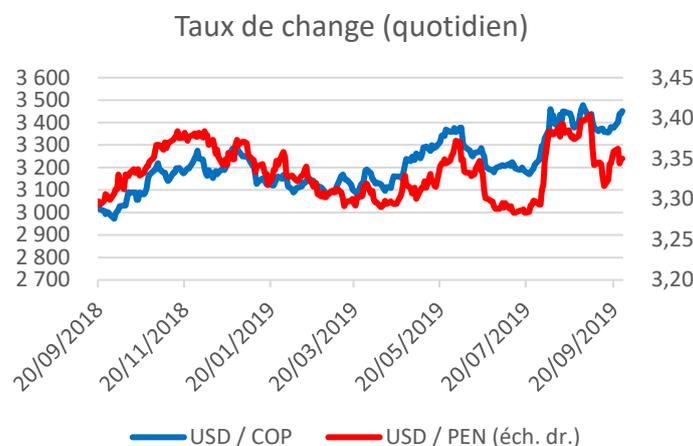
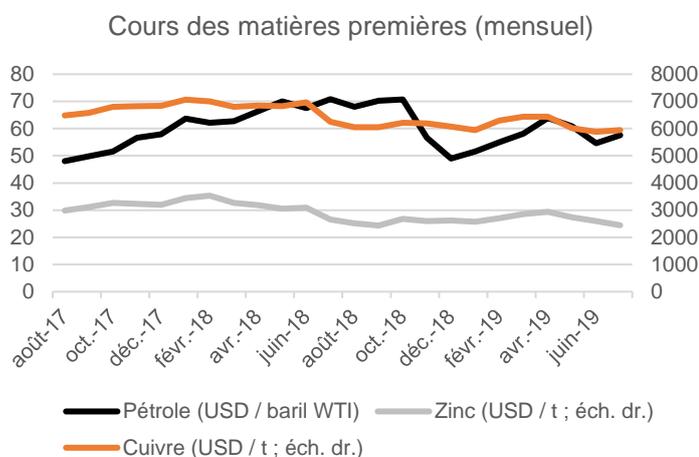




Région

2018 – Population : 140 M

PIB : 818 Mds USD



### Des incitations fiscales dans la moyenne basse du continent, à l'exception de l'Équateur.

Selon la Cepal, les dépenses fiscales des pays de la zone s'avèrent limitées (tant en proportion du PIB que des recettes budgétaires), sur la base des données de 2017. A l'échelle continentale, les pays les plus généreux en la matière sont le Costa Rica (5,5% du PIB et 41% des recettes fiscales) et le Honduras (6,2% et 35% respectivement).

Pays	% du PIB	% des recettes fiscales
Bolivie	1,2	6,6
Colombie	1,3*	N.D.
Equateur	4,7	38,6
Pérou	2,1	14,6
Argentine	2,3	8,9
Brésil	4,1	21,1
Chili	2,9	16,6
Mexique	3,2	23,8

Note \* : la méthodologie de calcul des dépenses fiscales en Colombie différant des autres pays, seules sont comptabilisées pour ce pays les niches fiscales relatives à l'IR et l'IS

Bolivie

2018 – Population : 11 M

PIB : 42 Mds USD

### Modernisation et concession de l'aéroport de Santa Cruz : annonce imminente de l'entrée en négociations exclusives.

Les autorités boliviennes devraient annoncer ce jeudi 26 septembre le nom de l'entreprise qui pourra entrer en négociations exclusives en vue de l'attribution de la concession de l'aéroport international Viru-Viru de Santa Cruz, le plus important du pays (70% du flux passager sur l'international, capacité à terme de 10 millions passagers/an). Trois entreprises ont été pré-qualifiées pour la phase finale de cet appel d'offres, dont deux françaises, Groupe ADP et Vinci Airports, ainsi que l'Argentin Corporacion América. La signature du MoU avec le vainqueur devrait intervenir le lundi suivant. Cet AO constituerait la première matérialisation de la nouvelle loi des Alliances Stratégiques, qui réhabilite le principe des PPP en Bolivie. Les caractéristiques juridiques et techniques du projet (notamment sa montée en capacité et les investissements afférents) feront l'objet de discussions ultérieures, l'examen des offres se concentrant, à ce stade, sur les capacités techniques des candidats et la cohérence des visées stratégiques de ces derniers avec celles de l'Etat bolivien.

### Renforcement des relations entre la France et la Bolivie en marge de l'AGNU.

Le Président Macron et son homologue bolivien Evo Morales ont tenu une réunion bilatérale lundi 23 septembre à New York, à la veille de l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations Unies. Les deux Chefs d'Etat ont également participé côte à côte à la Conférence de mobilisation consacrée à la protection de l'Amazonie et des forêts tropicales, qui s'est tenue le même jour. La France apporte par ailleurs son soutien à la Bolivie afin de l'aider à faire face aux feux de forêt qui ravagent la région de Chiquitanía, notamment à travers le déploiement de pompiers français et la remise de matériel.

**Colombie****2018 – Population : 48 M****PIB : 337 Mds USD****La Banque centrale maintient son taux directeur et revoit la croissance à la hausse.**

Le taux de référence se monte ainsi à 4,25% pour le 17<sup>e</sup> mois consécutif. Les analystes s'attendent à un maintien de ce taux d'ici la fin de l'année, et une hausse de 25 p.b. au cours de 2020. Le taux d'inflation se maintient en effet dans la partie haute de la fourchette (3% ± 1%), à 3,75% en août. La Banque centrale a par ailleurs révisé à la hausse sa prévision de croissance pour 2019, de 3,0% à 3,2%.

**La Colombie dans le peloton de queue de l'OCDE pour son système de retraite, selon Natixis.**

La banque a publié l'édition 2019 de son classement des meilleurs systèmes de retraite, fondé sur 18 facteurs répartis selon quatre piliers (système de santé, financement des retraites, qualité de vie et bien-être matériel). Ce classement se fondant sur les pays membres (ou membres désignés) de l'OCDE (ainsi que les BRIC), la Colombie y fait son entrée cette année, à la 42<sup>e</sup> place sur 44 (elle aurait été 41<sup>e</sup> en 2018). Le pays affiche de bonnes performances pour les piliers qualité de vie (71%) et financement des retraites (65%), mais nettement plus mitigées pour le système de santé (49%) et le bien-être matériel (11%).

Rang 2019 (/44)	Pays	Score (%)
36	Chili	57%
37	Mexique	56%
42	Colombie	40%
43	Brésil	39%

**Equateur****2018 – Population : 17 M****PIB : 107 Mds USD****Nouvelle émission souveraine.**

Le Ministère des Finances a annoncé une nouvelle émission souveraine de 2 Mds USD qui permettra de financer les besoins budgétaires pour l'année 2019 et de doper les réserves internationales. Une première tranche de 600 MUSD a été émise à un taux de 7,875% (échéance 2025) et une deuxième tranche de 1,4 Md USD à un taux de 9,5% (échéance 2030). Au total, en 2019, l'Equateur aura émis sur les marchés financiers 3 Mds USD.

**Deuxième revue du programme économique par le FMI.**

Suite à la mission du FMI de fin août au titre de la deuxième revue du programme économique, le FMI a signalé une amélioration des indicateurs budgétaires et du niveau des réserves internationales. Tous les objectifs prévus au deuxième trimestre ont été atteints. Néanmoins le FMI met en garde sur l'importance des réformes structurelles (loi du travail et réforme fiscale) qui devraient être envoyées par le Président au Parlement dans les 15 jours.

**Guyana****2018 – Population : 0,8 M****PIB : 3,6 Mds USD****Poursuite de la confusion sur la date prévisible des prochaines élections présidentielles.**

Alors que la Cour de justice des Caraïbes avait validé en juin le vote de défiance parlementaire de décembre 2018 à l'égard du Président Granger, obligeant ainsi ce dernier à organiser des élections anticipées sous trois mois (soit le 18 septembre au plus tard), la Commission électorale a indiqué que la mise à jour des listes électorales ne permettait pas d'envisager la tenue d'élections avant février, date auparavant proposée par le Président Granger, et correspondant à la mise en production des premiers barils d'Exxon Mobil. Face à ce qu'ils considèrent comme « une atteinte à la Constitution », les représentants des Etats-Unis, de l'UE et du Royaume-Uni ont invité les autorités à organiser ces élections « immédiatement », sous peine de voir l'aide bilatérale suspendue.

**Pérou****2018 – Population : 33 M****PIB : 229 Mds USD****Le projet ferroviaire Lima-Ica sera exécuté en tant que PPP.**

Le Ministère des Transports et des Communications a annoncé que ce « Train de Proximité » serait attribué dans le cadre d'une initiative *publique* cofinancée, alors que l'appel d'offres pour l'étude de préféabilité est en cours. Cette annonce survient après un premier appel d'offres sans résultat probant, au cours duquel le seul candidat, le Chinois CRCC, n'avait pu corriger les observations relatives à son initiative *privée* cofinancée. Ce train de transport de passagers et de marchandises doit relier Ica et Lima, via Pisco, sur une voie ferrée longue de 323 km, pour un investissement total estimé à 3,2 Mds USD.

**Le régime de travail agricole est étendu jusqu'en 2031, avec quelques modifications.**

La loi de Promotion agricole a été prolongée jusqu'en 2031 (dix ans de plus) avec toutefois des modifications au régime de travail dérogatoire en vigueur pour le secteur. Contrairement au régime standard, ce régime agricole permet d'embaucher et de licencier des travailleurs plus facilement, d'incorporer les bonus et le fonds-chômage dans le salaire mensuel, et permet une réduction de moitié des cotisations patronales pour la santé (4% vs 9%) et de l'impôt sur les sociétés (15% vs 29%). Les modifications introduites entraînent des hausses : du salaire minimum journalier de 4,8 USD à 11,7 USD (9 USD pour le régime standard) ; des congés payés passant de 15 à 30 jours calendaires ; des indemnités pour licenciement arbitraire de 15 à 45 salaires journaliers par année travaillée ; et des cotisations patronales au système de santé de 4 à 6%. Les partisans de la loi estiment qu'elle a profité aux PME, créé des emplois formels et contribué au boom des agro-exportations, tandis que ses détracteurs affirment qu'elle précarise le travail et que les grandes entreprises ne devraient pas en bénéficier.

**Venezuela 2018 – Population : 32 M PIB : 96 Mds USD**

**Un incendie paralyse le centre de raffinage de Paraguaná.**

Le feu aurait détruit une partie de la raffinerie d'Amuay (635.000 b/j) conduisant à une baisse de la production à 60.000 b/j, contre 130.000 b/j auparavant. De leur côté, la raffinerie de Cardon (305.000 b/j) et le terminal électrique Genevapca (317 MW) seraient à l'arrêt. Avec une capacité installée de 940.000 b/j, le complexe de raffinage de Paraguaná représente 72% des capacités installées au Venezuela (1,3 Mb/j). C'est également le 2<sup>ème</sup> centre de raffinage au monde. Les pénuries de carburant pourraient s'intensifier malgré la forte contraction de la consommation d'essence (80.000 b/j, contre 300.000 b/j en 2014) et de diesel (60.000 b/j, contre 190.000 b/j en 2014).

**Le plan de récupération de PDVSA est estimé à 120 Mds USD.**

Selon le président du conseil d'administration *ad-hoc* de PDVSA, Luis Pacheco, nommé par Juan Guaidó, il faudrait investir 120 Mds USD sur 8 ans pour redresser l'entreprise nationale pétrolière. Le plan de récupération prévoit une perforation de 50 puits les deux premières années, sur un total de 11.500 puits. Des avantages fiscaux seraient proposés pour attirer des investisseurs privés.

**Les Etats-Unis sanctionnent quatre transporteurs pétroliers et leurs navires.**

Le Trésor américain accuse ces quatre transporteurs pétroliers (*Caroil Transport Marine Ltd, Trocana World Inc, Tovase Development Corp* et *Bluelane Overseas SA*) et leurs navires (*Carlota C, Sandino, Petion, Giralte*) d'avoir transporté des produits pétroliers vers Cuba entre les mois de mai et août 2019.

**Nicolas Maduro se rend à Moscou en quête d'un soutien politique et financier.**

Le président Poutine a plaidé pour un dialogue avec l'opposition et la poursuite de la coopération militaire et humanitaire. Aucune annonce de financement n'a été faite. La Russie a en revanche indiqué qu'elle livrera des médicaments contre la grippe (1,5 million de doses) et 600.000 tonnes de blé. Selon les statistiques russes, le commerce bilatéral (hors produits pétroliers) s'élève à 38 MUSD au 1<sup>er</sup> semestre de 2019 (- 30% sur un an), dont 33 MUSD pour les livraisons de céréales. Les investissements russes s'élèveraient à 4 Mds USD.

Copyright  
Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Économique Régional de Bogota (adresser les demandes à [christine.besnard-loporto@dgtrésor.gouv.fr](mailto:christine.besnard-loporto@dgtrésor.gouv.fr)).

Service économique régional  
Adresse : Carrera 11 No. 93-12  
Bogota - COLOMBIE

Clause de non-responsabilité  
Le Service Économique s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.

Rédigé par : les Services économiques Amérique andine  
Revu par : Julien BUISSART

Version du 26 septembre 2019